

Voor zover ze niet zijn gepositioneerd in het kwalificatiekader, worden de getuigschriften van het leerlingwezen, afgeleverd in toepassing van het samenwerkingsakkoord betreffende het levenslang leren voor middelgrote ondernemingen en kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het Instituut voor Levenslang Leren voor Middelgrote Ondernemingen en Kleine en Middelgrote Ondernemingen, gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, gelijkgesteld met beroepskwalificaties die in hun geheel gepositioneerd zijn op ten minste niveau 3 van het kwalificatiekader.

Zolang ze niet zijn opgenomen in het kwalificatiekader, worden ze behandeld als beroepskwalificaties die in hun geheel zijn opgenomen op ten minste niveau 3 van het kwalificatiekader:

a) het diploma behaald in de cursus coördinatie en omkadering bedoeld in het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een Waals instituut voor alternerende opleidingen voor zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen, indien het diploma hoger secundair onderwijs niet vereist is om te worden ingeschreven in de cursus;

b) het diploma van bedrijfsleider afgeleverd in toepassing van het samenwerkingsakkoord inzake permanente vorming voor de middenstand en het toezicht op het Instituut voor permanente vorming voor de middenstand en het midden- en kleinbedrijf, gesloten op 20 februari 1995 tussen de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, indien het diploma van hoger secundair onderwijs niet vereist is voor de inschrijving voor de opleiding”.

**Art. 3.** In artikel 4, §1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de arbeidsvoorwaarden en het administratief en geldelijk statuut van de contractuele personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de “Conseil supérieur de l’audiovisuel” en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, worden de woorden “houder van een diploma of studiegetuigschrift” vervangen door de woorden “houder van een diploma, studiegetuigschrift of bekwaamheidsbewijs”.

**Art. 4.** De minister bevoegd voor ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 oktober 2023.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het Toezicht op  
“Wallonie Bruxelles Enseignement”,  
F. DAERDEN

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/46692]

### 19 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions d’octroi des subventions pour l’achat de matériel sportif

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française, tel que modifié par le décret du 1<sup>er</sup> décembre 2023 modifiant le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française, les articles 43/1 à 43/5 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d’octroi des subventions pour l’achat de matériel sportif ;

Vu le test genre du 2 juin 2023 établi en application de l’article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l’intégration de la dimension de genre dans l’ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l’avis de l’Inspection des Finances, donné le 22 juin 2023 ;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 6 juillet 2023 ;

Vu l’avis du Conseil supérieur des Sports, donné le 7 juillet 2023 ;

Vu l’avis n<sup>o</sup> 74.382/4 du Conseil d’Etat, donné le 4 octobre 2023, en application de l’article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Ministre des Sports ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> Ministre : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a le sport dans ses attributions ;

2<sup>o</sup> décret : le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé ;

3<sup>o</sup> Administration : l’Administration en charge du sport ;

4<sup>o</sup> jour ouvrable : tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

#### CHAPITRE II. — Dispositions générales

**Art. 2.** Une fois la limite budgétaire atteinte, tel que décrit à l’article 43/1 du décret, toute procédure de demande d’octroi de subvention est suspendue jusqu’à la disponibilité de nouveaux crédits ou jusqu’à l’année suivante.

#### CHAPITRE III. — Conditions supplémentaires

**Art. 3.** Les subventions pour l’achat de matériel sportif sont soumises aux conditions supplémentaires suivantes :

1<sup>o</sup> les bénéficiaires repris à l’article 43/2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>, du décret doivent être reconnus en vertu des articles 21 à 28 du décret ;

2° pour les bénéficiaires repris à l'article 43/2, § 1<sup>er</sup>, 1° à 11°, du décret, l'octroi d'une subvention d'achat de matériel sportif est conditionné à la présence d'un DEA, tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, 21°, du décret, au sein de l'infrastructure sportive concernée.

**Art. 4.** Pendant une période de deux ans à dater de la liquidation de la subvention, le bénéficiaire ne peut ni céder à titre onéreux ou gratuit, ni prêter le matériel subventionné.

Le bénéficiaire en possède toutefois la pleine jouissance et en supporte la totalité des frais d'entretien et de réparation. Il assume l'entière responsabilité de son utilisation et de sa bonne conservation.

**Art. 5.** A dater de la liquidation de la subvention et jusqu'à la fin de la période reprise à l'article 4, le bénéficiaire informe l'Administration de la destruction volontaire du matériel subventionné, ainsi qu'en cas de dissolution et liquidation.

Dans les hypothèses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le bénéficiaire remboursera à l'Administration la subvention reçue au prorata de la période restante.

**Art. 6.** Une nouvelle demande de subvention ne peut être introduite si une demande antérieure est encore pendante auprès de l'Administration.

**Art. 7.** Un plafond annuel de subvention de 75.000 euros est fixé pour les bénéficiaires visés à l'article 43/2, § 1<sup>er</sup>, 1° à 7° et 9° à 11°, du décret.

Un plafond annuel de subvention de 25.000 euros est fixé pour les bénéficiaires visés à l'article 43/2, § 1<sup>er</sup>, 8°, du décret.

#### CHAPITRE IV. — *Matériel subventionnable et prix plafonds*

**Art. 8.** Délégation de compétences est accordée au Ministre pour déterminer la liste, par discipline sportive ou famille de disciplines, des matériels sportifs subventionnables.

Dans tous les cas, une subvention peut être accordée pour l'acquisition de DEA par infrastructure gérée ou occupée.

Lorsque la subvention est accordée, un délai de cinq ans prenant cours à la date de la liquidation de la subvention doit s'écouler pour qu'elle puisse à nouveau être accordée pour l'infrastructure concernée.

**Art. 9.** La liste du matériel sportif subventionnable par discipline sportive ou famille de disciplines sportives est actualisée, le cas échéant, par le Ministre.

La publicité de cette liste est assurée par l'Administration.

**Art. 10.** Le prix plafond d'un matériel sportif subventionnable correspond au prix le plus bas des offres rentrées par le bénéficiaire.

#### CHAPITRE V. — *Du montant de la subvention*

**Art. 11.** Le montant de la subvention correspond au maximum à 75% du prix plafond du matériel.

Pour le matériel sportif adapté ou spécifique à la pratique sportive, le montant de la subvention correspond à 90% du prix plafond.

Le Ministre peut arrêter un montant forfaitaire à la subvention en prenant en considération :

- 1° les disponibilités budgétaires ;
- 2° le rapport d'inspection visé à l'article 14 ;
- 3° dans les limites du prix plafond tel que prévu par l'article 11, alinéa 1.

#### CHAPITRE VI. — *La procédure d'octroi des subventions*

**Art. 12.** Toute demande d'octroi de subvention est introduite auprès de l'Administration sur la base d'un formulaire électronique.

Sous peine d'irrecevabilité, la demande d'octroi est constituée des éléments suivants :

- 1° les données d'identification du demandeur ;
- 2° la liste détaillée du matériel faisant l'objet de la demande ;
- 3° trois offres de prix pour le matériel faisant l'objet de la demande. En cas d'impossibilité de présenter trois offres de prix, le bénéficiaire en apporte la justification au regard, notamment, des spécificités du matériel ;
- 4° le prix unitaire, tva comprise, pour chaque élément ;
- 5° les éléments constitutifs du prix tels que notamment le transport et les ristournes éventuelles ;
- 6° les raisons qui justifient l'achat du matériel ;
- 7° la preuve du respect, le cas échéant, des dispositions relatives à la procédure de marché public.

Le Ministre fixe le contenu du formulaire et ses annexes éventuelles.

**Art. 13.** A dater de l'accusé de réception de la demande, le demandeur est autorisé à commander le matériel pour lequel la subvention est sollicitée. Cette autorisation ne vaut en aucun cas promesse de subvention. Toute commande antérieure à cette date ne pourra faire l'objet d'une subvention.

**Art. 14.** L'Administration procède aux contrôles nécessaires permettant de s'assurer de la conformité des justifications avancées à l'appui de la demande de subvention conformément l'article 12, alinéa 2, 6°.

Un rapport d'inspection est établi en prenant en considération dans le chef du bénéficiaire :

- 1° de son programme d'activités ;
- 2° de l'évolution du nombre de ses membres ;
- 3° de son évolution sportive ;
- 4° de l'évolution des réglementations spécifiques imposées par son instance nationale ou internationale compétente.

**Art. 15.** L'Administration notifie au demandeur la décision du Ministre.

L'arrêté reprend :

1° le matériel sportif éligible à la subvention et le montant maximum de celle-ci ;

2° le prix plafond de chaque matériel sportif ;

3° le délai dont dispose le bénéficiaire pour fournir, en une seule fois, la ou les facture(s) d'achat reprenant le matériel subventionné délivré par son ou ses fournisseurs ainsi que l'extrait de compte bancaire du bénéficiaire attestant de la ou des preuves de paiement(s). La ou les facture(s) mention(nent) le matériel éligible.

Le bénéficiaire, s'il fait appel à plusieurs fournisseurs, fournit toutes les factures en une seule fois.

**Art. 16.** Dès réception et vérification des documents prévus à l'article 15, alinéa 2, 3°, la subvention est mise en liquidation par l'Administration. La subvention est liquidée en une seule fois.

En cas de dépassement du délai de remise des justificatifs prévu à l'article 15, alinéa 2, 3°, et d'absence de réaction dans les 30 jours ouvrables de la mise en demeure de fournir lesdits justificatifs, la subvention ne pourra être liquidée.

Chapitres V. – Dispositions finales

**Art. 17.** Les demandes de subvention pour l'achat de matériel sportif introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises aux dispositions antérieurement en vigueur.

**Art. 18.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif est abrogé.

**Art. 19.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 octobre 2023.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,  
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/46692]

**19 OKTOBER 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de aankoop van sportmateriaal**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging, zoals gewijzigd bij het decreet van 1 december 2023 tot wijziging van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging, de artikelen 43/1 tot 43/5 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 januari 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de aankoop van sportmateriaal;

Gelet op de gendertest van 2 juni 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 juni 2023 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 6 juli 2023 ;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Sport, gegeven op 7 juli 2023 ;

Gelet op het advies nr. 74.382/4 van de Raad van State, gegeven op 4 oktober 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Sport ;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap dat bevoegd is voor Sport ;

2° decreet : het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging ;

3° Administratie : Administratie belast met sport ;

4° werkdag : alle andere dagen dan zaterdag, zondag en de wettelijke feestdagen.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

**Art. 2.** Zodra de budgettaire beperking is bereikt, zoals beschreven in artikel 43/1 van het decreet, wordt elke subsidieaanvraagprocedure opgeschort totdat er nieuwe kredieten beschikbaar komen of tot het volgende jaar.

HOOFDSTUK III. — *Aanvullende voorwaarden*

**Art. 3.** De subsidies voor de aankoop van sportmateriaal zijn onderworpen aan de volgende aanvullende voorwaarden :

1° de begunstigden opgenomen in artikel 43/2, § 1, 1° tot 7°, van het decreet moeten erkend worden overeenkomstig de artikelen 21 tot 28 van het decreet ;

2° voor de begunstigen opgenomen in artikel 43/2, § 1, 1° tot 11°, van het decreet is de toekenning van een subsidie voor de aankoop van sportmateriaal afhankelijk van de aanwezigheid van een AED, zoals omschreven in artikel 1, 21°, van het decreet, binnen de betrokken sportinfrastructuur.

**Art. 4.** Tijdens een periode van twee jaar te rekenen vanaf de uitbetaling van de subsidie, mag de begunstigde het gesubsidieerd materieel ofwel ten bezwarende titel ofwel kosteloos niet afstaan, en ook niet uitlenen.

De begunstigde heeft er evenwel het volle genot van en staat in voor al de onderhouds- en herstellingskosten. Hij draagt de volle verantwoordelijkheid voor het gebruik en de goede bewaring ervan.

**Art. 5.** Vanaf de uitbetaling van de subsidie en tot het einde van de periode opgenomen in artikel 4 stelt de begunstigde de administratie op de hoogte van de vrijwillige vernietiging van het gesubsidieerde materiaal alsook in geval van ontbinding en vereffening.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid zal de begunstigde de administratie de ontvangen subsidie terugbetalen naar rata van de overblijvende periode.

**Art. 6.** Er kan geen nieuwe subsidieaanvraag worden ingediend indien een eerdere aanvraag nog hangend is bij de Administratie

**Art. 7.** Er wordt een jaarlijks subsidieplafond van 75.000 euro vastgesteld voor de begunstigen bedoeld in artikel 43/2, § 1, 1° tot 7° en 9° tot 11°, van het decreet.

Er wordt een jaarlijks subsidieplafond van 25.000 euro vastgesteld voor de begunstigen bedoeld in artikel 43/2, § 1, 8°, van het decreet.

#### HOOFDSTUK IV. — *Subsidiebaar materiaal en plafondprijzen*

**Art. 8.** Bevoegdheidsdelegatie wordt verleend aan de Minister om de lijst, per sportdiscipline of familie van disciplines, van het subsidiebaar sportmateriaal vast te stellen.

In alle gevallen kan een subsidie worden toegekend voor de verwerving van een AED per beheerde of bezette infrastructuur.

Wanneer de subsidie wordt toegekend, moet er een periode van vijf jaar verstrijken vanaf de datum van uitbetaling van de subsidie, zodat deze opnieuw kan worden toegekend voor de betrokken infrastructuur.

**Art. 9.** De lijst van het subsidiebaar sportmateriaal per sportdiscipline of familie van sportdiscipline, wordt, in voorkomend geval, door de Minister bijgewerkt.

Deze lijst wordt door de administratie bekendgemaakt.

**Art. 10.** De plafondprijs van een subsidiebaar sportmateriaal komt overeen met de laagste prijs van de offertes van de begunstigde.

#### HOOFDSTUK V. — *Bedrag van de subsidie*

**Art. 11.** Het bedrag van de subsidie komt overeen ten hoogste met 75% van de plafondprijs van het materiaal.

Voor sportmateriaal aangepast of specifiek voor de sportbeoefening komt het subsidiebedrag overeen met 90% van de plafondprijs.

De Minister kan een vast bedrag voor de subsidie vaststellen, waarbij hij rekening houdt met :

- 1° budgettaire middelen;
- 2° het inspectieverslag bedoeld in artikel 14;
- 3° binnen de perken van de plafondprijs zoals bepaald in artikel 11, eerste lid.

#### HOOFDSTUK VI. — *Toekenningsprocedure van de subsidies*

**Art. 12.** Elke aanvraag om toekenning van de subsidie wordt ingediend bij de administratie op basis van een elektronisch formulier.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid bestaat de toekenningsaanvraag uit de volgende elementen :

- 1° de identificatiegegevens van de aanvrager ;
- 2° de gedetailleerde lijst van het materiaal dat het voorwerp uitmaakt van de aanvraag ;
- 3° drie prijsoffertes voor het materiaal waarop de aanvraag betrekking heeft. Als het onmogelijk is om drie prijsoffertes in te dienen, verstrekt de begunstigde een rechtvaardiging met betrekking tot, met name, de specifieke kenmerken van het materiaal;
- 4° de eenheidsprijs, inclusief btw, voor elk element ;
- 5° de elementen die de prijs uitmaken, zoals inzonderheid het vervoer en eventuele kortingen ;
- 6° de redenen die de aankoop van het materiaal rechtvaardigen ;
- 7° het bewijs van naleving, in voorkomend geval, van de bepalingen met betrekking tot de procedure voor overheidsopdrachten.

De Minister bepaalt de inhoud van het formulier en de eventuele bijlagen ervan.

**Art. 13.** Te rekenen vanaf het ontvangstbewijs van de aanvraag is de aanvrager toegelaten het materiaal te bestellen waarvoor de subsidie werd aangevraagd. Deze toelating geldt geenszins als belofte van subsidie. Elke bestelling die vóór deze datum werd gedaan heeft de weigering van de subsidie als gevolg

**Art. 14.** De Administratie voert de nodige controles uit om de overeenstemming te verzekeren van de motiveringen die ter staving van de subsidieaanvraag worden aangevoerd overeenkomstig artikel 12, tweede lid, 6°.

Een inspectieverslag wordt opgesteld waarbij rekening wordt gehouden in hoofde van de begunstigde :

- 1° van zijn activiteitenprogramma ;
- 2° de evolutie van het aantal van zijn leden ;
- 3° van zijn sportevolutie ;

4° de evolutie van de specifieke regelgevingen die opgelegd worden door haar bevoegde nationale of internationale instantie.

**Art. 15.** De Administratie brengt de aanvrager op de hoogte van de beslissing van de minister.

Het besluit bevat :

1° het sportmateriaal dat in aanmerking komt voor subsidie en het maximumbedrag ervan ;

2° de plafondprijs van elk sportmateriaal ;

3° de termijn waarover de begunstigde beschikt om in één keer de aankoopfactuur(en) te verstrekken met het door zijn leverancier(s) geleverde gesubsidieerde materiaal, evenals het bankrekeninguittreksel van de begunstigde waaruit de betalingsbewijzen blijken. Op de factuur(en) wordt(worden) het in aanmerking komende materiaal vermeld.

Als de begunstigde een beroep doet op meerdere leveranciers, verstrekt hij alle facturen in één keer.

**Art. 16.** Na ontvangst en verificatie van de documenten bedoeld in artikel 15, tweede lid, 3°, wordt de subsidie door de Administratie uitbetaald. De subsidie wordt in één keer uitbetaald.

Indien de termijn voor het indienen van de bewijsstukken voorzien in artikel 15, tweede lid, 3°, wordt overschreden en er geen reactie volgt binnen de 30 werkdagen na de aanmaning om de bewijsstukken te verstrekken, zal de subsidie niet kunnen worden uitbetaald.

#### HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

**Art. 17.** De aanvragen om subsidies voor de aankoop van sportmateriaal die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werden ingediend, blijven onderworpen aan de bepalingen die vroeger van toepassing waren.

**Art. 18.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 januari 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de aankoop van sportmateriaal, wordt opgeheven.

**Art. 19.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 oktober 2023.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/46950]

#### 19 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'agrément et au subventionnement de services spécifiques d'accompagnement à la parentalité

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E », les articles 2 et 3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 2019 relatif à l'agrément au subventionnement de services d'accompagnement périnatal des familles ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 relatif à l'agrément et au subventionnement de services spécifiques de soutien à la parentalité ;

Vu le « test genre » du 13 juillet 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 août 2023 ;

Vu la décision de l'organe de concertation intra-francophone rendue le 6 septembre 2023 telle que prévue par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières ;

Vu l'avis n°74.414/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 octobre 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du 28 juin 2023 du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

Sur proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

#### TITRE I<sup>er</sup>. — Définitions et dispositions générales

##### Section 1<sup>re</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° accueillant et accueillante : personne désignée pour assurer les missions du Lieu de rencontre Enfants et Parents (LREP) avec les enfants et les parents ;

2° chambre de recours : la chambre de recours instituée au sein de l'O.N.E. ;

3° décret : le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. » ;

4° familial : toute personne composant le milieu familial de l'enfant, ayant un droit aux relations personnelles avec l'enfant ou responsable de l'enfant lors de la fréquentation du service spécifique d'accompagnement à la parentalité ;